

SECTEUR PUBLIC

LES PATRONS

DE 2023



SPÉCIAL



WELCOME TO INDIA

Avec vous, pour façonner durablement vos succès

#SHELLENGAGEAVOSCOTES

Chez Shell, nous nous engageons à vous aider à faire prospérer votre entreprise en toute confiance et simplicité.

Pourquoi choisir Shell ?

- Fondée sur une culture orientée client et respectueuse de l'environnement, Shell, votre unique partenaire s'investit totalement dans la transition énergétique.
- Shell vous propose une gamme diversifiée de lubrifiants et de carburants à la pointe de la technologie qui réduisent vos coûts opérationnels.
- Quel que soit votre secteur d'activité, collaborer avec Shell, c'est tisser des relations solides fondées sur la confiance avec nos équipes locales dédiées ainsi que nos experts techniques de niveau mondial.
- Shell accompagne votre compétitivité avec des solutions sur mesure, durables et adaptées à vos besoins.

Pour en savoir plus, visitez notre site web
www.shell.ma

SHELL
VOTRE ALLIÉ POUR GRANDIR



PAR NÉCESSITÉ!



mounjid@libreentreprise.ma

Libre Entreprise



**Directeur de publication
et de la rédaction :**

Mohamed Mounjid

• Rédaction :

Abdeslam Bouhani, Hassnaa Dahab

• Ont collaboré à ce numéro:

Aïcha El Alaoui,
Mustapha El kkhayat.

• Service Commercial :

Gsm : 06 41 79 09 11

• Libre entreprise est édité

par **Ratus Sarl** 26, Avenue
Mers Sultan, Appt 3, Etage 1.
Casablanca

• Tél/fax : 0522 27 05 85

• Dossier de presse : 47/2014

• Dépôt légal : 2015PE0068

• ISSN : 2422-006X

• Distribution : Sochpress

• Impression/CTP : BahiPrint

www.libreentreprise.ma



O n ne naît pas entrepreneur, on le devient. Oui, on peut devenir entrepreneur par nécessité et pas forcément par choix ou opportunité comme le font entendre, en grande pompe, nombre de soi-disant experts en la matière! L'entrepreneuriat obéit au principe de territorialité c'est-à-dire de spécificité de chaque pays suivant ses références culturelles, sociologiques, politiques, économiques, etc. Un lien est établi entre les caractéristiques du porteur du projet et le type d'activité qu'il décide de créer, d'une part, et l'environnement des affaires, d'autre part. Et ce n'est pas fortuit que l'activité entrepreneuriale au Maroc est parmi les plus faibles au monde avec près de 4% de la population adulte contre 7% en Egypte, 10% en Tunisie ou encore 15% au Canada, selon une étude officielle.

Ainsi, les entrepreneurs de nécessité pèsent plus lourds que les entrepreneurs d'opportunité chez nous. Y a qu'à voir le poids du secteur informel, véritable « éponge à emplois » avec près de 77 % de l'emploi total au Maroc. Pour se délivrer de la mentalité d'assisté, (fruit d'un héritage culturel qui veut que l'Etat, éternelle vache à lait, est sollicité de toute part pour recruter les chômeurs), et se transformer en « son propre patron », l'informel demeure la voie privilégiée à emprunter par une

partie non négligeable des sans-emplois et sacrifiés du développement.

Autre exemple des entrepreneurs de nécessité, et non des moindres, celui des fonctionnaires ou employés qui ont quitté le salariat pour l'entrepreneuriat. Nombreux sont ceux qui ont pris sous contraintes leurs cliques et claques de l'administration pour voler de ses propres ailes et s'aventurer dans le monde des affaires pour ne citer que le patron d'une société cotée à la bourse de Casablanca, à savoir Mohamed Horani, ancien patron des patrons.

Autre preuve de la portée de l'entrepreneuriat de nécessité, les économistes de par le monde sont unanimes sur le fait que « les entrepreneurs d'opportunité, en raison de leurs motivations, sont plus orientés vers l'innovation, la croissance et les exportations ». Pour lors, combien parmi les entreprises marocaines, celles qui innovent ou qui exportent?

L'Etat a un rôle à jouer dans la promotion de l'entrepreneuriat et l'amélioration de la culture entrepreneuriale. L'échec cuisant du statut d'auto-entrepreneur en dit long sur la question. Ce statut s'avère être un leurre anti-informel pour goûter le vrai-faux luxe d'entreprendre et de mettre à l'épreuve la tentation et la contagion passagère de créer son entreprise. Aussi, un exercice pour constater par le contact avec la réalité si est-ce facile de faire les affaires au Maroc...

SOMMAIRE

- 14 ANAMOUCAWIL** : AMATEURS, ABSTENEZ-VOUS!
- 15 BOURSE** : SNEP FAUX SIGNAL À L'ACHAT ?
- 19 IMMOBILIER** : LES PRIX NE SONT-ILS PAS SURÉVALUÉS ?
- 20 INFORMEL** : REPENSER LA STRUCTURE GLOBALE DES INCITATIONS
- 21 OPÉRATIONS DE CHANGE 2024** LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS

FLASH

- 22-25 DGI** : UN PLAN STRATÉGIQUE 2024-2028
- ISESCO** : HUIT NOUVELLES SIGNATURES DU MAROC
- STARTUPS** : NOUVEAU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT
- FINANCEMENT DES TPE** : DU NOUVEAU CHEZ AL BARID BANK
- INWI** : LES RENCONTRES ENTREPRISES À TANGER

THINK FREE

- 26-28 ASSURANCE CONVENTIONNELLE-TAKAFUL** : LES POINTS DE SIMILITUDES ET DE DIVERGENCES
- 29-30 RETRO 2023**

ZOOM

IMMOBILIER
LES PRIX SONT-ILS SURÉVALUÉS

19

EN COUV

LES PATRONS DE 2023

16-18

SPÉCIAL

WELCOME TO INDIA

5-13

ENTRETIEN



S.E RAJESH VAISHNAW,
AMBASSADEUR
PLÉNIPOTENTIAIRE DE
LA RÉPUBLIQUE DE
L'INDE AU ROYAUME
DU MAROC

« J'INVITE NOS AMIS DU MAROC À INVESTIR EN INDE »

Comment se portent les relations politiques et diplomatiques entre le Maroc et l'Inde,

L'Inde et le Maroc sont deux civilisations anciennes qui partagent un patrimoine de diversité riche, un respect mutuel et une coexistence pacifique. Nos pays entretiennent des liens historiques et jouissent depuis toujours des relations étroites et amicales.

Ces dernières années, nous avons fait des progrès remarquables en consolidant nos relations, en particulier depuis la visite historique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en Inde en mois d'octobre 2015 et sa rencontre avec Son Excellence le Premier Ministre M. Narendra Modi. Nos relations bilatérales se caractérisent aujourd'hui par des consultations et des contacts réguliers à haut niveau, ainsi que par une coopération et une collaboration étroites dans plusieurs domaines.

Nous avons également pu constater que les échanges commerciaux et économiques ont progressé de manière considérable et que nous avons mutuellement contribué à la croissance et à l'épanouissement de nos pays respectifs. Les investisseurs indiens ont réalisé des investissements importants au Maroc, tandis que les réserves de phosphate du Maroc se sont révélées inestimables pour la sécurité alimentaire de l'Inde. Cette relation symbiotique

témoigne de notre développement et prospérité communs.

La coopération bilatérale dans le secteur des énergies renouvelables, une priorité pour nos deux pays, est un secteur qui a pris de l'ampleur ces dernières années. Nous sommes également fiers de notre excellente coopération au sein des plateformes multilatérales sur des questions d'intérêt mutuel et du soutien que nous apportons à nos candidatures respectives au sein des organismes internationaux. Cette coopération est le fruit d'une vision partagée pour un avenir commun dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Qu'en est-il du commerce?

Les échanges commerciaux et les investissements sont désormais le pivot de nos relations. Comme je l'ai déjà mentionné, le commerce bilatéral est en progression et a dépassé les 4 milliards de dollars l'année dernière. Les exportations de l'Inde vers le Maroc et celles du Maroc vers l'Inde ont enregistré une croissance importante au cours des dernières années. Les produits d'ingénierie industrielle, les fils textiles, le coton, les produits pharmaceutiques, les produits chimiques (organiques et inorganiques), les accessoires automobiles et l'automobile, les céréales, y compris le riz, les épices, le marbre, les articles sanitaires et les carrelages sont parmi les produits indiens

“

L'Inde est aujourd'hui le troisième plus grand écosystème de start-ups au monde avec plus de 100 000 start-ups enregistrées, dont environ 111 ont acquis le statut de "licorne". ”

les plus demandés par les importateurs marocains.

Les principaux produits exportés par le Maroc vers l'Inde sont l'acide phosphorique, le phosphate, les minerais métalliques, les pulvérisations métalliques, ainsi que les produits chimiques inorganiques. En fait, l'Inde est l'un des principaux acheteurs de phosphate et d'engrais phosphatés en provenance du Maroc.

Pourriez-vous nous donner une idée sur les investissements indiens au Maroc?

La situation géostratégique du Maroc, son accès facile aux marchés européens et africains et les politiques incitatives du gouvernement marocain en font une destination très attrayante pour les investissements étrangers.

Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses entreprises indiennes aient investi au Maroc. Elles ont créé des unités de production ou exercent des activités au Maroc dans des secteurs tels que la pharmacie, les technologies de l'information, les engrais, l'hôtellerie, les pièces automobiles, les énergies renouvelables, l'exploitation minière, le verre et les composites à base de fibres de carbone, les boissons, etc. Les entreprises indiennes réalisent également d'importants projets dans le secteur de l'énergie au Maroc.

Le nouveau modèle de développement lancé sous la direction clairvoyante de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et la nouvelle charte de l'investissement adoptée par le gouvernement marocain offrent de nouvelles opportunités aux entreprises indiennes. Les investissements indiens au Maroc témoignent d'une étroite amitié entre l'Inde et le Maroc et de la volonté de partager la croissance et la prospérité entre les deux nations.

L'Inde offre des opportunités d'affaires aux hommes d'affaires et investisseurs marocains. Pouvez-vous nous en parler?

L'Inde a la croissance la plus rapide au monde, avec une croissance du PIB de 7,7 % au cours du premier semestre de

cette année. Elle est aujourd'hui la 5ème plus grande économie mondiale.

Un dividende démographique important qui devrait durer des décennies, un écosystème solide doté de processus réglementaires efficaces, des conditions macroéconomiques durables et stables et une demande intérieure croissante font de l'Inde l'une des destinations les plus attrayantes pour y investir.

Le gouvernement indien, sous la direction décisive de notre Premier Ministre, Son Excellence M. Narendra Modi, ne cesse de se consacrer sur l'amélioration de l'environnement des affaires du pays et la mise en œuvre de mesures innovantes et un développement global des infrastructures en vue de dynamiser le secteur de la fabrication et les investissements en Inde. Cela offre des opportunités qui changeront la donne aux investisseurs étrangers

L'Inde est aujourd'hui un leader mondial en matière d'adoption des technologies. La digitalisation des services aux citoyens et un écosystème dynamique de start-ups ont permis à l'Inde de s'engager sur la voie d'une croissance axée sur la technologie. L'Inde est aujourd'hui le troisième plus grand écosystème de start-ups au monde avec plus de 100 000 start-ups enregistrées, dont environ 111 ont acquis le statut de "licorne" avec une évaluation d'un milliard de dollars ou plus. Le système de paiement numérique indien, l'Interface de Paiement Unifiée (UPI), est désormais considéré comme l'écosystème en temps réel le plus performant au monde, avec plus de 10 milliards de transactions par mois. Aujourd'hui, l'Inde est l'une des destinations d'investissement les plus attrayantes au monde. Les flux des investissements directs étrangers (IDE) en Inde en témoignent. Aussi, j'invite nos amis du Maroc à profiter de ces opportunités en Inde pour investir en Inde, ce qui renforcera davantage nos relations pour favoriser la croissance et la prospérité partagées des deux pays.

Les Marocains sont de plus en plus nombreux à se rendre en Inde pour y suivre leurs études. Quelles sont les avantages offerts par les universités et

les établissements de l'enseignement supérieur indiens?

Un enseignement de classe mondiale en anglais et des instituts de pointe dotés d'équipements modernes à des prix abordables font de l'Inde une destination idéale pour l'enseignement. Le réseau constitué de plus de 42000 établissements d'enseignement supérieur et plus de 1000 universités a fait de l'Inde un centre d'enseignement attrayant pour les étudiants internationaux.

En outre, l'enseignement en Inde ne se limite pas à l'apprentissage entre les quatre murs de la classe, mais c'est une expérience où les étudiants sont intégrés dans une société multiculturelle et dynamique.

Pour permettre aux étudiants étrangers de s'inscrire plus facilement, le gouvernement indien a lancé le programme "Study In India" (SII), dans ce cadre, toute la procédure de candidature est simplifiée et peut être effectuée en ligne sur le portail "Study in India" (www.studyinindia.gov.in). Le système en ligne, transparent et orienté vers la technologie, a donc simplifié l'ensemble du processus d'admission, allant de l'inscription jusqu'à l'immigration.

En plus des nombreuses bourses offertes par les instituts concernés, le Gouvernement Indien offre des bourses aux étudiants marocains dans le cadre du programme de bourses ICCR-Afrique. Le processus d'admission se fait également sur le portail <http://a2ascholarships.iccr.gov.in/> et tout est pris en charge dans le cadre de cette bourse, des billets d'avion jusqu'aux frais de scolarité. De nombreux étudiants marocains se sont rendus en Inde dans quelques-uns des meilleurs instituts indiens grâce aux bourses de l'ICCR (le Conseil Indien des Relations Culturelles).

Pouvez-vous également nous parler du partenariat en matière de développement des capacités entre les deux pays ?

Bien évidemment, l'Inde partage ses expériences en matière de développement et son expertise technique avec d'autres pays dans l'esprit de "Vasudhaiva Kutumbakam", qui

signifie que le monde entier est une seule et même famille. C'est dans cet esprit que le gouvernement indien a lancé un programme de développement des capacités intitulé Indian Technical and Economic Cooperation (ITEC), qui est le symbole le plus visible du rôle et de la contribution de l'Inde à la coopération Sud-Sud - un partenariat né dans un esprit de solidarité partagée, entièrement volontaire et sans conditions. Subventionné en totalité par l'Inde, le programme ITEC contribue non seulement aux efforts de développement des capacités du Maroc, mais il permet également aux participants de nouer des relations interpersonnelles et découvrir la culture indienne. Les cours de stage ITEC sont très populaires au Maroc. A ce jour, environ 800 ressortissants marocains ont participé à plusieurs cours de stages ITEC. Même pendant la période de COVID, les cours de stage ITEC continuaient en format virtuel, ce qui a suscité une réaction tout aussi enthousiaste de la part des fonctionnaires marocains. De nombreux ingénieurs et autres fonctionnaires marocains ont participé à plusieurs cours sur des sujets tels que les énergies renouvelables, les applications industrielles et les technologies émergentes tels que l'Intelligence artificielle, l'Internet au service des objets, etc. dans certains des instituts les plus prestigieux de l'Inde. Nous avons également organisé dans certains de nos meilleurs instituts des cours de stage ITEC spéciaux à la demande des participants marocains sur des sujets couvrant la spécialisation en apprentissage profond, la cyber sécurité, la gestion des ressources en eau, etc.

L'Inde est devenue également une destination touristique (tourisme médical, etc.) et culturelle très appréciée. Quelles en sont les raisons selon vous ?

L'Inde, l'une des plus anciennes civilisations du monde, est une mosaïque d'expériences multiculturelles. La diversité des paysages que l'on trouve en Inde est unique: des montagnes de l'Himalaya couvertes de neige au nord

aux déserts de l'ouest, en passant par les mangroves de l'est et les forêts tropicales du sud de l'Inde. En outre, la richesse de la culture indienne, avec sa diversité de religions, langues, cuisines, festivals..., en fait l'une des destinations touristiques les plus convoitées et les plus populaires. Vous avez également souligné à juste titre que le tourisme médical en Inde est en plein développement. L'industrie indienne des soins de santé offre une approche à la fois moderne et traditionnelle de la médecine. Nous disposons d'un corps de médecins et d'hôpitaux de classe mondiale qui proposent des traitements médicaux modernes pour une fraction du coût par rapport à d'autres pays. Par ailleurs, le système de médecine traditionnelle de l'Inde : L'Ayurveda, qui est la méthode de médecine la plus ancienne, jouit aujourd'hui d'une immense popularité à l'échelle mondiale en tant que traitement efficace des maladies liées au mode de vie et d'autres problèmes de santé. Il est fondé sur la croyance que la santé et le bien-être dépendent d'un équilibre délicat entre l'esprit, le corps et l'âme. L'Ayurveda privilégie la prévention et favorise le maintien de la santé par une attention particulière portée à l'équilibre de la vie, une pensée juste, un régime alimentaire, un mode de vie et un recours à des herbes naturelles. Les produits ayurvédiques sont principalement dérivés de plantes et d'autres ressources naturelles. L'Ayurveda peut contribuer à la gestion des maladies chroniques et réfractaires.

À l'instar de l'Ayurveda, le yoga s'est également imposé comme l'un des moyens les plus fiables pour améliorer le bien-être physique et mental. Grâce aux efforts de son Excellence le Premier ministre Narendra Modi, le 21 juin a été déclaré Journée Internationale du Yoga par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Dans sa résolution, l'Assemblée Générale des Nations Unies a reconnu que "le yoga offre une approche holistique de la santé et du bien-être" et qu' " une plus grande diffusion de l'information sur les bienfaits de la pratique du yoga serait bénéfique pour la santé de la population mondiale".



Le yoga, comme vous le savez, est devenu très populaire au niveau mondial, ainsi qu'au Maroc où de nombreuses personnes le pratiquent tous les jours. Chaque année, l'Ambassade de l'Inde célèbre la Journée Internationale du Yoga en collaboration avec des professeurs du yoga au Maroc. En 2022, nous avons organisé une séance de yoga dans le site du patrimoine mondial de la Kasbah des Oudayas qui a été retransmise en direct sur la chaîne de télévision nationale indienne Doordarshan. L'année dernière, nous avons organisé une séance de yoga dans le célèbre parc Hassan-II de Rabat, à laquelle ont participé plus de 200 personnes de tout horizon. L'idée est non seulement de populariser le yoga au Maroc, mais aussi faire découvrir la beauté des différentes villes du Maroc au peuple de l'Inde.

Est-il facile d'obtenir un visa pour se rendre en Inde ?

Oui, il est très facile d'obtenir un visa pour se rendre en Inde. Des informations plus détaillées sur la procédure d'obtention du visa sont disponibles sur le site de l'Ambassade, au lien suivant : <https://www.indianembassy rabat.gov.in/>. Les demandes sont traitées dans un délai d'un jour ouvrable après leur dépôt à l'Ambassade.

ATHULAN VIJAYARAGHAVAN, EXECUTIVE DIRECTOR, IM GEARS INDIA PVT LTD



L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES AU MAROC EST VISIBLEMENT PROSPÈRE

Pouvez-vous nous donner une idée sur votre activité au Maroc?

Lorsqu'un de nos clients prestigieux nous a demandé si nous étions intéressés à lancer une unité de fabrication au Maroc, la réponse immédiate a été : Bien sûr ! Pourquoi pas? Aujourd'hui, après 5 ans, cette décision s'est avérée fructifiante. La toute première visite exploratoire à Rabat et dans la zone franche d'exportation de Kénitra a été agréable à l'œil et à l'esprit. La culture moderne et le riche passé historique coexistent harmonieusement. L'architecture, les langues et la nourriture reflétaient la fusion de diverses ethnies et l'énergie d'une population jeune qui prévoyait un avenir radieux. Les actions collaboratives et opportunes du gouvernement et de diverses agences ont donné pleine forme à l'idée d'une nouvelle usine à Kénitra, et IM Gears Maroc était opérationnel conformément au plan. Du côté indien, il convient de mentionner India Exim Bank, qui nous a soutenu à temps en prolongeant immédiatement un prêt à terme FEX pour financer ce projet.

Comment évaluez-vous le climat des affaires au Maroc ?

L'environnement des affaires est visiblement prospère grâce aux réformes clés mises en œuvre par

le gouvernement pour attirer les investissements étrangers. Des zones industrielles modernes bien établies et équipées, une attribution rapide et facile des terres et la disponibilité des ressources pour construire des usines ont rendu la construction d'infrastructures aussi simple que plug & play. Les subventions en capital et les exonérations fiscales essentielles pour les nouvelles industries à fort investissement sont arrivées au bon moment. Plus important encore, comprendre le besoin de main-d'œuvre qualifiée et le fait que le gouvernement subventionne les coûts de formation de la main-d'œuvre constitue une excellente contribution du gouvernement. S'agissant du personnel, une mention spéciale est nécessaire pour souligner le rôle clé joué par les personnes que nous employons chez IM Gears. Leur enthousiasme et leur soif d'apprendre sont contagieux et IM Gears apprécie grandement le travail acharné accompli par la main-d'œuvre locale, qui sans son soutien sans réserve ce projet n'aurait pas réussi. Nous avons du personnel clé indien dans notre usine qui forme et encadre, principalement les ingénieurs et opérateurs de machines locaux, et il va sans dire qu'ils reviendront bientôt, sûrs du fait que les opérations quotidiennes sont entre de bonnes

“

La nouvelle Convention Pan Euro Med aidera énormément IM Gears à exporter des pièces fabriquées au Maroc vers différents pays d'Europe.”

mains. Un mot d'appréciation à l'équipe féminine d'IM Gears Maroc: Excellent travail et continuez comme ça !

Quid de vos projections futures ?

L'avenir d'IM Gears Maroc s'annonce prometteur étant donné que des équipementiers automobiles comme PSA, Renault, BYD sont déjà en activité et que VW prévoit de démarrer prochainement ses activités. IM Gears est déjà un fournisseur mondial de nombreux équipementiers automobiles et IM Gears Maroc a un avantage certain en tant que «premier arrivé» pour approcher les équipementiers automobiles au Maroc. En outre, il existe un énorme potentiel dans la fabrication de pièces aérospatiales pour diverses industries aérospatiales de niveau 1 à Casablanca. A souligner aussi que la nouvelle Convention Pan Euro Med aidera énormément IM Gears à exporter des pièces fabriquées au Maroc vers différents pays d'Europe. Enfin, IM Gears Morocco est un moteur clé de la croissance de notre groupe et nous sommes impatients d'augmenter nos investissements et de développer nos opérations au Maroc.

CHIFFRES CLÉS

| | |
|--------------------------------------|------------------------|
| - Immatriculation de l'usine | 21 septembre 2019 |
| - Investissements réalisés | 15,50 millions d'euros |
| - Nombre de personnes employées | 396 |
| - Début de la production commerciale | 10 février 2020 |
| - Client actuel | Nexteer Maroc |

SALAHADDINE MOUADDIB, CHIEF EXECUTIVE OFFICER À VARUN BEVERAGES MOROCCO



VBL MAROC A DÉJÀ INVESTI PLUS DE 100 MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Pouvez-vous nous parler de votre groupe ?

Varun Beverages Morocco SA (« VBL Maroc ») est une filiale en propriété exclusive de Varun Beverages Limited («VBL») cotée à la National Stock Exchange of India Limited et à BSE Limited, dont le siège est à Gurgaon, en Inde. VBL est un acteur clé de l'industrie des boissons et le deuxième acteur de PepsiCo, le plus grand franchisé (en dehors des États-Unis) titulaire d'une licence pour fabriquer, distribuer et vendre des boissons gazeuses, des boissons à base de jus de fruits, de l'eau potable conditionnée, des boissons pour sportifs et énergisantes. Elle a plus de 31 ans d'association stratégique avec PepsiCo et de présence dans les territoires de l'Inde, en plus de marchés internationaux, à savoir Népal, Sri

Lanka, Maroc, Zambie et Zimbabwe avec 37 installations de fabrication. VBL a récemment été reconnu comme « Embouteilleur international PepsiCo de l'année 2022 », un titre prestigieux. Cette réalisation remarquable, reçue pour la deuxième fois, réaffirme l'engagement inébranlable du Groupe en faveur de l'excellence opérationnelle, de solides pratiques de gouvernance et d'initiatives en matière de développement durable. VBL fait partie du groupe RJ Corp qui est devenu une entité multinationale puissante avec des entreprises florissantes dans tous les secteurs, notamment les boissons, les restaurants à service rapide, les glaces, les produits laitiers, la vente au détail, les soins de santé et éducation. Le Groupe est réputé pour s'aventurer dans de nouveaux secteurs et activités à travers des alliances stratégiques et des acquisitions.

Quid de VBL Maroc

Depuis sa création en 2011 dans le royaume, VBL Maroc produit et distribue diverses marques internationales de grande renommée, à savoir Pepsi, 7UP, Mirinda, Evervess, Lipton et Aquafina et récemment Sting Energy Drink. Dernièrement, elle a également obtenu une licence pour distribuer et vendre, notamment Lay's, Cheetos et Doritos. Notre réseau de distribution au Maroc couvre environ 100.000 points de vente à travers le pays. Le Maroc, étant un marché croissant et stable, est la clé de VBL Maroc pour un accès à l'Afrique subsaharienne. Pour y parvenir, nous nous engageons à investir dans les investissements et les ressources humaines pour poursuivre la croissance sectorielle dans les provinces.

“

Depuis sa création en 2011 dans le royaume, VBL Maroc produit et distribue diverses marques internationales de grande renommée, à savoir Pepsi, 7UP, Mirinda, Evervess, Lipton et Aquafina et récemment Sting Energy Drink. Dernièrement, elle a également obtenu une licence pour distribuer et vendre, notamment Lay's, Cheetos et Doritos.”

“

Nous nous engageons également à investir dans l'environnement, la durabilité et la sécurité. Nous avons déjà installé 2 MW de production d'énergie solaire et proposons de l'étendre encore de 1,2 MW supplémentaires.”

Qu'en est-il de vos investissements au Maroc ?

VBL Maroc a déjà investi plus de 100 millions de dollars américains et emploie directement plus de 1.900 personnes. En 2021 et 2022, nous avons été récompensés pour avoir la meilleure croissance de boissons rafraîchissantes liquides par PepsiCo. Nous nous engageons également à investir dans l'environnement, la durabilité et la sécurité. Nous avons déjà installé 2 MW de production d'énergie solaire et proposons de l'étendre encore de 1,2 MW supplémentaires.

LES 10 LIEUX À VISITER EN INDE CE PRINTEMPS

1

VALLEY OF FLOWERS, UTTARAKHAND

Avec la majestueuse chaîne du Zaskar en toile de fond, le site du patrimoine mondial de l'UNESCO de la Vallée de Flowers se trouve à une altitude impressionnante d'environ 11 000 pieds. C'est Frank Smythe, un alpiniste anglais, qui a découvert ce bel endroit en 1931, alors qu'il revenait après avoir terminé une expédition au mont Kamet. Une randonnée populaire vers ce lieu paradisiaque emmène les voyageurs à travers des paysages magnifiques, où ils découvrent la chance d'observer la flore himalayenne rare et exotique. Pour les randonneurs passionnés, les randonnées un peu difficiles sont récompensées par de nombreuses scènes de cascades, de ruisseaux et de prairies fleuries tout autour de chaque coin du paysage.

2

MUNNAR, KERALA

Avec ses interminables plantations de thé, de café et d'épices, Munnar, au Kerala, est un paradis naturel. Peu importe où vous partez à Munnar, qui signifie littéralement trois rivières, un parfum mêlé de thé, de café et de cardamome vous suivra. Tous les 12 ans, alors que fleurit la fleur vibrante et rare du Neelakurinji, la ville de Munnar et des collines qui l'entourent, se transforment en toile d'artiste, niché au confluent de rivières jaillissantes, Mudrapuzha, Nallathanbi et Kundala. Munnar abrite également le plus haut sommet du sud de l'Inde, Anamudi, culminant à 2 695 m. Munnar, appelé le Cachemire de l'Inde du Sud, est bien connecté à Bengaluru, Kochi, Mysore et d'autres grandes villes, assurant un afflux de voyageurs toute l'année.

3

WAYANAD, KERALA

Coffre de plantations de café, de cardamome et de thé, qui enveloppent la terre d'une verdure émeraude luxuriante et remplissent l'air d'un arôme envoiçant, Wayanad, au Kerala, est l'une des plus belles régions de l'État. Perché à l'extrémité sud du plateau du Deccan, Wayanad possède des forêts denses qui constituent l'une des 20 réserves du Réseau mondial de réserves de biosphère de l'UNESCO. Pont vers les États voisins, les collines de Wayanad sont reliées à Bandipur (Karnataka) et Mudumalai (Tamil Nadu) pour former une masse continentale massive qui permet à la faune de la région de pousser librement dans son environnement naturel. Wayanad abrite également les grottes d'Edakkal, où l'une des plus anciennes signes d'établissement humain est préservée.

4

MON, NAGALAND

Connue comme la terre des Konyak Nagas, la ville pittoresque de Mon, au Nagaland, est une escale idéale pour la randonnée et la pêche. Son architecture traditionnelle et ses sculptures séculaires rappellent le passé historique des Konyaks et leur culture. Pour une vue scintillante sur le fleuve Brahmapoutre et le fleuve Chindwin du Myanmar, dirigez-vous vers le plus haut sommet de Mon, le pic Veda. Le village de Longwa à Mon est le plus proche du Myanmar car la frontière indo-birmannaise traverse ce village. Shangnyu et Chui sont deux autres villages de Mon. Déclarés villages ethniques, Shangnyu et Chui offrent diverses opportunités de recherche pédagogique aux anthropologues.

5

TULIP GARDEN, SRINAGAR

Situé au pied de la chaîne de montagnes Zabarwan, sur les rives du lac Dal, le jardin de tulipes Indira Gandhi, communément connu sous le nom de Siraj Bagh, s'étend sur une superficie de 30 acres, c'est le plus grand jardin de tulipes d'Asie. Plus de 60 variétés de tulipes, comptant plus de quelques lakh, peuvent être vues ici, ainsi que de nombreuses autres espèces de jonquilles, de jacinthes et renoncule. Depuis 2017, un festival des tulipes est organisé chaque année au début du printemps pour présenter une large gamme de fleurs. Le festival dure une quinzaine de jours, entre le 1er et le 15 avril. Le magnifique jardin est entouré des trois côtés par le lac Dal, Nishat Bagh et Chashma Shahi.

6



YUMTHANG VALLEY, SIKKIM

Également connue sous le nom de vallée des fleurs, la vallée de Yumthang est un magnifique mélange de flore et de faune au milieu d'une beauté pittoresque. Un site incontournable est le sanctuaire des rhododendrons de Shingba qui compte plus de 20 espèces de fleurs de rhododendrons. La meilleure période pour visiter le sanctuaire s'étend d'avril à mai, lorsque les fleurs sont en pleine floraison. À droite de la rivière Yumthang se trouve une source chaude, également populaire auprès des touristes. Situé à une altitude de 3 597 m, Yumthang se trouve au nord du Sikkim, à environ 25 km de Lachung. Une bonne période pour une visite se situe entre février et mars, lorsque le festival bouddhiste populaire de Losar est organisé.

7



DARJEELING, WEST BENGAL

L'attraction la plus demandée ici est le majestueux Kanchenjunga Lou Khangchendzonga, le troisième plus haut sommet du monde. Les touristes affluent vers les sommets voisins pour admirer les magnifiques levers et couchers de soleil sur le Kanchenjunga. Darjeeling possède des vestiges de l'architecture de l'époque coloniale qui dégagent un charme qui leur est propre. L'une des meilleures façons d'explorer la ville est de prendre le Darjeeling Himalayan Railway, vieux de 140 ans, qui serpente à travers certains des paysages les plus impressionnants dans et autour de la station de montagne. La ville est également un trésor pour les aventuriers, qui peuvent s'adonner à une randonnée jusqu'à la crête de Singalila ou explorer la région en VTT.

8



KALIMPONG, WEST BENGAL

S'étendant le long d'une crête en forme de selle, surplombant les méandres de la rivière Teesta, la station de montagne de Kalimpong, au Bengale occidental, est l'une des destinations touristiques les plus populaires de la région. Située à environ 65 km de Siliguri, Kalimpong est connue pour ses monastères

bouddhistes, son artisanat tibétain et ses églises. La légende raconte que lorsque les membres de la tribu locale Lepcha n'étaient pas occupés par des activités agricoles, ils s'adonnaient à des sports de campagne. D'où le nom Kalimpong, qui signifie la crête où l'on joue.

9



JAISALMER, RAJASTHAN

Encerclé par 99 bastions, la ville enchantée de Jaisalmer, au Rajasthan, semble surgir du désert comme un mirage et s'embrace sous les rayons dorés du soleil. Le printemps constitue le meilleur moment pour l'explorer à travers des promenades à dos de chameau au milieu du désert mystique. Jaisalmer a une histoire remontant à la période préhistorique, qui est préservée dans le parc des fossiles de bois d'Akal. Une visite incontournable est le temple Tanot Mata, situé près de la frontière indo-pakistanaise et devenu célèbre pendant la guerre de 1965, lorsque les bombes tombées à proximité ne se sont pas diffusées. Jaisalmer est également connue pour ses sculptures sur bois, son art local et son patrimoine culturel fabuleusement riche en matière d'arts du spectacle.

10



KASALI, HIMACHAL PRADESH

Entourée par les collines enneigées de Shivalik, la ville de conte de fées idéale de Kasauli, dans l'Himachal Pradesh, possède un charme d'antan. Les touristes peuvent découvrir ce riche héritage colonial en séjournant dans les bungalows de l'ère Raj qui ont maintenant été convertis en chambres d'hôtes ou en hôtels. Avec ses montagnes verdoyantes abritant une grande variété d'espèces d'oiseaux et d'animaux, Kasauli possède un riche réservoir de flore et de faune. Le folklore dit Kasauli tire son nom d'une fleur trouvée dans les collines appelée kasool.

STUDY IN INDIA

WHY SAY YES TO INDIA

With India's educational system as diverse as its history, culture and experiences, international students have innumerable benefits awaiting them.

THE STUDY IN INDIA PROGRAM

A project under Ministry of Education, Government of India.



FEE WAIVERS

1,00,000+ FEE WAIVERS

Fee waiver is a concession on the tuition fee, awarded in the ranges of 100%, 50% & 25%.

| TYPE OF TUITION FEE WAIVER | WAIVED FEE | FEE TO BE PAID | OTHER EXPENSES |
|----------------------------|------------|----------------|-----------------------|
| G1 | 100% | 0% | To be paid by student |
| G2 | 50% | 50% | To be paid by student |
| G3 | 25% | 75% | To be paid by student |
| G4 | 0% | 100% | To be paid by student |

Fee waivers only cover tuition fees. Students to pay all other expenses such as:

1. Accommodation
2. Canteen
3. Other miscellaneous costs

EXPENDITURE & COSTS



| | | | |
|---------------------|-------|----------------------------|------|
| Accommodation | \$150 | Laundry | \$15 |
| Food & Housekeeping | \$100 | Public Transport | \$45 |
| Personal Expenses | \$50 | Prepaid Mobile | \$10 |
| Stationery | \$30 | Monthly Total \$400 | |

Disclaimer- The cost will vary from city to city

THE GATEWAY TO GREAT OPPORTUNITIES

Study In India offers a wide range of courses - right from modern & cutting-edge to niche & traditional. The academic edge gained through the program enables overall development and provides opportunities to foster global connections.



Third largest economy
by purchasing power

Indian Space Research Organisation taking India to new heights

India is an emerging software superpower

Indian origin CEOs heading major Fortune 500 companies

One of the largest startup ecosystems worldwide

FAQs

Q1. Are the Programmes offered by Indian institutions recognized internationally?

A. All Indian universities/institutions offering degrees in professional and technical courses are globally recognized with the quality assurance given by national-level statutory bodies viz. NIRF and NAAC.

Q2. Where can International students gain more information about the courses offered and the institutes under the Study In India programme?

A. Students can visit the 'Courses' section on www.studyinindia.gov.in to know which institute and course fits their interest.

Q3. Do International students need to give GRE, GMAT, TOEFL, IELTS or any other test to study in India?

A. While Indian universities do not insist on such requirements, proficiency in English is a must since the academic programmes are taught in English.

Q4. What are Tuition Fee Waivers?

A. Tuition Fee Waivers are concessions given by the institutes on the tuition fees in the ranges of 100%, 50% & 25%. The rest of the charges have to be paid by the student.

STUDENT TESTIMONIALS

| | | | |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | PRIYA DARSHINI BHAGOOLI Mauritius "Haven't stopped smiling since I have started studying in India." | | NATHNAEL BEZABEH BELEW Ethiopia "SII has given me a great opportunity to experience quality education offered by its great institutes." |
| | THOMAS FRIMPONG Ghana "Studying in India has been a life changing experience for me." | | FATEMA BINTEA MAHMUD Bangladesh "I got enrolled with SII and life has never been this perfect." |
| | LAKSHYA JALAN Nepal "Pursuing my higher studies in India has been a dream come true thanks to the amazing team at SII." | | PHUB IHAMO Bhutan "I'm thankful to my University and SII for giving me a chance to study further." |
| | | | |



ANAMOUCAWIL AMATEURS, ABSTENEZ-VOUS!

« Pas de tricherie car les réseaux sociaux dévoilent tout ». C'est en ces termes fermes et francs que le directeur général de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC), Noureddine Benkhalil, s'est adressé à un parterre de chefs de cabinets de formation, de conseil et d'accompagnement à l'entrepreneuriat. C'était à l'occasion d'un séminaire d'information sur le déploiement des mesures d'accompagnement et d'appui à la TPE dans le cadre du programme « AnaMoukawil », le 20 décembre dernier à Rabat. Tricherie parce que Benkhalil, assurant en même temps le secrétariat général par intérim du Ministère de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, en sait quelque chose. Exposant les grandes lignes du manuel des procédures et du cahier des charges à respecter, il insiste que la sélection des prestataires passera par une grille multicritères pour l'évaluation de la qualité, du contexte didactique aux pratiques professionnelles. A ses yeux, le cabinet de formation ou de conseil qui souhaite soumissionner doit être armé d'une solide expérience entrepreneuriale. Cette expérience pratique lui permettra de prendre de la hauteur afin d'identifier au mieux les compétences, et les motivations profondes de ses quatre cibles à savoir, les porteurs de projets, les très petites entreprises, les unités économiques informelles, et les auto-entrepreneurs. Et chaque cible a ses besoins spécifiques, il est donc important de bien connaître le marché, afin de pouvoir déterminer efficacement tous les risques du projet ou de l'entreprise. Benkhalil insiste encore une fois sur le fait que les quatre cibles du nouveau programme ont besoin d'être formées et non pas informées. « Si non, les conseillers de l'ANAPEC spécialisés en accompagnement entrepreneurial feront l'affaire », laisse-t-il entendre. De plus, Internet et les réseaux sociaux ont transformé le marché de l'information, la



rendant disponible et gratuite. Il est ainsi besoin d'un prestataire qui sait qu'est-ce que ça veut dire accompagner, et non pas d'un accompagnateur qui a besoin lui-même d'être accompagné.

Par ailleurs, ce nouveau programme, qui prévoit de soutenir 100.000 personnes, s'étend jusqu'à 2026, avec un enveloppe budgétaire de plus de 670 millions de dirhams. Plusieurs nouvelles mesures ont été adoptées pour soutenir les quatre cibles contenant un chèque formation, un chèque Conseil, un chèque Gestion, et une contribution au loyer. Un manuel des procédures a été élaboré, et un cahier des charges a été préparé pour la sélection des prestataires. Pour mener à bien ce chantier public, d'autres acteurs institutionnels y ont été associés comme les CRI et l'OPFPT.

Prenons les TPE comme exemple, le dispositif « Ana Moukawil » prévoit, pour cette cible dont le chiffre d'affaires varie de 1 à 10 millions de dirhams, un accompagnement technique pour le développement de l'entreprise dès sa création et tout au long des différentes phases de sa croissance, avec un plafond de 100.000 dirhams et une moyenne de 20.000 dirhams pour chaque petite entreprise.

En somme, « Ana Moukawil » vise à élargir le bassin d'emploi et à réduire la taille de l'informel comme l'a bien souligné le ministre de l'Inclusion

“

La sélection des prestataires passera par une grille multicritères pour l'évaluation de la qualité, du contexte didactique aux pratiques professionnelles. ”

économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Younes Sekkouri.

Sur ce volet de l'informalité, Benkhalil avoue que la tâche des prestataires est loin d'être une mince affaire. Un avis partagé par l'économiste Lahcen Oulhaj, contacté par Libre Entreprise. « Il est vrai que sur le plan social, l'informel crée de l'emploi et distribue des salaires. Pourtant, on pourrait avoir ces emplois et ces revenus et en même temps des recettes budgétaires si l'Etat devenait moins exigeant sur le plan fiscal. Il gagnerait en retour. Tous nos rapports à l'entreprise devraient être moins catholiques et plus protestants, pour ce faire ». En attendant une action dont l'issue est incertaine, qui ne tente rien n'a rien. **AB**

SNEP

FAUX SIGNAL À L'ACHAT?

La lecture du bulletin mensuel de la bourse de Casablanca au titre du mois de novembre dernier invite à mettre en garde sur une dévalorisation nette de l'action SNEP. Laquelle a chuté de 22,10 % à 483,00 DH, en comparaison annuelle. Depuis début 2022, le titre a essuyé une perte sèche de 34,03%. À présent, le gap baissier est encore loin d'émettre des signaux à même de franchir le plafond de verre. Les indicateurs financiers restent en-dessous de leurs lignes de direction projetées.

Au cours des neuf premiers mois 2023, le chiffre d'affaires s'établit à 636,9 millions de dirhams contre 845 millions à la même période de l'année précédente. Ce qui montre que SNEP se dirige vers une année 2023 moins performante que 2022. Année où elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dirhams et un résultat net de 86,9 millions de dirhams. En 2023, le titre a fait l'objet d'une désaffection assez forte et son cours de bourse est revenu sur les niveaux qu'il avait il y a 5 ans, sachant aussi qu'il n'y a pas eu beaucoup de volume et les bénéfices espérés avoisineraient ceux engrangés en 2017, soit 76,5 millions de dirhams. Ce qui en fait une action quasiment hors du radar des investisseurs où on peut tenter une petite participation à oublier en fonds de portefeuille.

Pourquoi SNEP n'est pas attrayante ?

Nous nous contentons de trois indicateurs précieux pour évaluer le potentiel d'attractivité d'une telle action. A commencer par le ROE ou Return on Equity

stabilisé à 10,86% en 2022. On remarque bien que l'entreprise est moins efficace, d'autant que les apports en capital génèrent moins de bénéfice net. En attestent les niveaux de rentabilité des capitaux propres observés en 2021 (16,55%) et 2020 (11,95%). Une tendance baissière au moment où les capitaux propres empruntent une courbe ascendante, grimant de près de 672 millions en 2020 à 762,1 millions en 2021 puis à plus de 801 millions en 2022. Autre indicateur, le rendement sur dividendes. Ainsi, le dividend yield suit un trend baissier tombant de 3,23% en 2020 à 2,78% en 2021 puis à 2,58% en 2022. Ce qui laisse s'interroger sur le degré d'attractivité et la performance de l'action. Le troisième indicateur qui n'est autre que le ratio de valorisation des entreprises. Le PER culmine à 17,11 en 2022 au lieu de 13,70 une année auparavant. Une variation qui veut dire que la capitalisation des bénéfices est prolongée dans le temps. Autrement dit, il faudrait plus de 17 ans pour rembourser l'investissement.

La SNEP explique dans un communiqué que le retrait de ses activités en 2023 « est dû principalement à l'arrêt programmé de plusieurs unités de production, en préparation du démarrage des nouvelles installations, conjugué à la baisse des prix de vente du PVC, liée à la surabondance de l'offre à l'international ». Un argument pour se repositionner et calmer temporairement la pression baissière, alors que le titre est vraiment en bas de cycle. A suivre! S.A

“

On remarque bien que l'entreprise est moins efficace, d'autant que les apports en capital génèrent moins de bénéfice net.”



LES PATRONS DE 2023

Comme on a accoutumé, le Magazine Libre Entreprise décerne le titre de « Patron de l'année » à chaque fin d'année. Pour cette édition 2023, on s'est fixé sur les entités publiques et la rédaction a porté son dévolu sur trois personnalités qui ont eu le plus d'effet parmi bien d'autres qui auraient mérité le titre aussi.



EL MAHDI ARRIFI

BIO-EXPRESS

- El Mahdi ARRIFI est né le 31 août 1969 à Al Hocoïma.
- Ingénieur d'Etat de Génie Rural de l'Institut Agronomique et Vétérinaire (IAV) Hassan II de Rabat (1993).
- Chef de Service à l'Administration de Génie Rural au Ministère de l'Agriculture (1996-2009)
- Chef de Division des PPP à la Direction de l'Irrigation et de l'Aménagement de l'Espace Agricole au Ministère de l'Agriculture (2009-2013)
- Directeur Régional de l'Agriculture de la Région du Gharb-Chrarda Beni Hssen (2014-2015)
- Directeur Régional de l'Agriculture de Rabat-Salé-Kénitra (2015-2017).
- Nommé DG de l'ADA le 09 novembre 2017 et reconduit en 2022.

L'HOMME DE L'OMBRE

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que ses talents et ses compétences font parler de lui, considéré parmi les poids lourds de l'Etat-major du Plan Maroc vert, puis de la nouvelle stratégie « Génération Green 2020-2030 ». El Mahdi Arrifi a pris les rênes de l'Agence pour le Développement Agricole (ADA), le 09 novembre 2017, avant d'être reconduit lors du Conseil de gouvernement réuni début novembre 2022. L'Homme a apporté sa touche d'ingéniosité faisant du bras armé des investissements agricoles de l'Etat ce qu'il est aujourd'hui, une référence. Son bilan est on ne peut plus positif, dont les chantiers ont bien avancé au niveau de l'agrégation agricole, des projets de Partenariat Public-Privé (PPP) autour des terres agricoles de l'Etat, de l'encouragement de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole, de la valorisation des terres agricoles, du développement de la commercialisation des produits de terroir au niveau national et international, de l'agriculture solidaire, de la supervision des projets financés par les bailleurs de fonds, ainsi que de l'amélioration de l'environnement de l'investissement agricole. Dans le détail, les projets de PPP autour des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ont permis de mobiliser, à fin 2022, un foncier agricole de 116.970 Ha répartis sur 1.646 projets pour un investissement prévisionnel de 23,4 milliards de dirhams permettant la création de 66.150 emplois permanents, note un document officiel. S'agissant de l'agrégation, les différentes mesures ont permis la mise en place de 75 projets d'agrégation pour un investissement global à terme de 14,2 milliards de dirhams, qui concernent une superficie de 190 500 ha et un effectif de cheptel de 128 000 têtes au profit de 58 150 agrégés, dont 80% ont moins de cinq ha dans les filières végétales et 65% ont moins

de cinq têtes de cheptel dans les filières animales. Selon les chiffres disponibles, l'agrégation a permis d'améliorer le rendement annuel des agrégés jusqu'à 80% selon les filières et d'améliorer leur revenu annuel jusqu'à 15.000 DH par Ha. Quant à l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs agricoles, l'ADA a lancé pour la première fois, en juin 2022, le concours AGRIYOUNG INNOVATE. Cette première édition a pu susciter l'engouement des porteurs de plus de 267 projets innovants de toutes les régions du royaume. 25 projets, présentés par 44 jeunes porteurs de projets, ont été sélectionnés pour bénéficier d'un dense et riche programme d'accompagnement sur une durée de cinq mois. Pour ce qui est des produits du terroir, la stratégie en place s'est traduite par le lancement par l'ADA, d'une multitude de chantiers et programmes, à savoir l'accompagnement des groupements des produits du terroir par la mise en œuvre de huit programmes de mise à niveau de groupements, qui ont touché 380 groupements, représentant plus de 1.130 coopératives relevant de toutes les régions du royaume. L'ADA a aussi veillé à la mise en œuvre des conventions de partenariat signées avec les enseignes de la grande distribution, ce qui a permis de référencer 230 groupements représentant 482 coopératives et plus de 14.300 petits agriculteurs. Aussi, l'Agence a procédé à la mise en place de deux kiosques coopératifs à Agadir et Rabat et une plateforme e-vitrine www.terroirdumaroc.gov.ma. Sans oublier le lancement du label collectif « TERROIR DU MAROC » en tant que marque collective pour la promotion des produits du terroir marocain. Last but not least, le poids des différents chantiers doublé de celui des pressions du changement climatique n'ont pas eu raison d'Arrifi, ce stratège prêt à franchir un nouveau cap et d'y aller au flair.



HASSAN BOUBRIK

BIO-EXPRESS

- Hassan Boubrik, né à Agadir en 1968, est titulaire d'un diplôme de statisticien-économiste de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique de Paris.
- En 1993, il fait un bref passage chez Procter&Gamble avant de rejoindre le cabinet du ministre des finances, Mohamed Sagou.
- En 1996, il rejoint la CDG où il gravit très vite les échelons pour devenir Secrétaire général et DG de CDG Développement.
- Depuis janvier 2011, il occupait le poste de directeur des Assurances et de la Prévoyance Sociale au Ministère de l'Economie et des Finances,
- Le 06 février 2016, le Roi le nomme Président de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS).
- Le 11 février 2021, le Roi le nomme DG de la CNSS.

LE SAUVEUR QUI ARRIVE À TEMPS

Sa nomination royale le 11 février 2021 à la tête de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) est tout sauf un fruit du hasard. Cette personne de confiance fait l'unanimité autant sur sa compétence et sa personnalité que sur ses expériences réussies ayant laissé une empreinte durable. Sa carrière presque complète au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, surtout le portefeuille « Assurances et Prévoyance Sociale », l'avait déjà préparé à prendre en charge l'ambitieux chantier royal de la généralisation de la protection sociale. Une charge historique, lourde, parfois inquiétante mais qui ne prend pourtant jamais le pas sur cet homme toujours en action. Hassan Boubrik incarne avec brio l'expression « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ». Au bout de presque trois ans aux commandes de la CNSS, il n'y a jamais de journée chômée pour Boubrik, un agenda trop chargé et son bureau voit chaque jour passer des centaines de dossiers. Son humilité, son professionnalisme et son intérêt pour les infimes détails du fonctionnement des choses ont fini par payer. Ainsi, le bilan des réalisations du chantier de généralisation de la protection sociale montre que le nombre des nouveaux affiliés à l'AMO a atteint près de 14,1 millions à fin septembre 2023 sur un objectif de 22 millions, indique le rapport sur les établissements et entreprises publics (EEP) accompagnant le projet de loi de finances de l'année prochaine (PLF-2024). « La CNSS a accéléré les diligences et actions requises pour la réalisation de l'objectif d'extension des allocations familiales au profit de 7 millions

d'enfants dans le délai fixé à compter de fin 2023, souligne la même source, ajoutant qu'il en est de même pour les engagements liés à l'élargissement de la base des adhérents aux régimes de retraite au profit 5 millions d'actifs et à la généralisation des indemnités pour perte d'emploi (IPE) qui seront réalisés avant fin 2025 », peut-on lire. Sur tous les fronts, Boubrik manie habilement la technicité de l'Administrateur et « l'art et la manière » de l'Homme de dialogue apaisé à la recherche d'un meilleur « civisme social ». Et voici les fruits annonciateurs : « Les emplois déclarés à la CNSS en 2022 ont totalisé 3.800.000, soit une hausse annuelle de 8,9%, évolution plus marquée que celle de l'année précédente, qui était de 5,4%. Le nombre total d'Entreprises Personnes Morales et Physiques Actives déclarantes a également augmenté pour atteindre 315.45312, comparé à 294.000 en 2021, soit une croissance de 7,3%. Cette évolution résulte, en plus des impacts de la conjoncture économique, de l'effort de sensibilisation entrepris par cette institution auprès des entreprises pour effectuer leurs déclarations dans le respect de la réglementation. », note un document officiel. L'homme de l'ombre sait mieux que quiconque qu'il assume une tâche de longue haleine, qu'elle chérit au-dessus de tout et à quel point il était fier de relever le défi d'une entité de la taille de la CNSS en un moment où les circonstances difficiles s'abattaient sur elle de tous les côtés. Fin stratège comme le qualifie certains de ses anciens collègues, Boubrik connaît son dossier sur le bout des doigts et s'engage à le mener à bon port, contre vents et marées.



**ABDERRAHIM
EL HAFIDI**

BIO-EXPRESS

- Abderrahim El Hafidi est né à Azemmour en 1958.
- Ingénieur d'Etat en Génie des Matériaux de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Rabat.
- Il a gravi les échelons au sein du Ministère de l'Energie et Mines avant d'être désigné Directeur de l'Electricité et des Energies Renouvelables en mars 2006.
- Le 31 mai 2011, il a été décoré par le Roi du Wissam du Mérite National de l'Ordre d'Officier.
- Il est nommé Secrétaire Général du même Ministère en janvier 2014.
- Il a été désigné officiellement jeudi 19 avril 2018 à la tête de l'ONEE par le Roi.
- Élu président de l'AMEPA en 2019.
- Réélu président du GSEP en 2022.
- Réélu président de l'Union Arabe de l'Electricité en 2022.
- Réélu gouverneur du Conseil mondial de l'eau en 2022.

L'HOMME DES SITUATIONS DIFFICILES

Après avoir passé six mois aux commandes de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), par intérim, Abderrahim El Hafidi a été confirmé par le Roi, le 19 avril 2018, en qualité de Directeur Général. Un gage de confiance royale placée en une personne connue pour ses valeurs de sérieux, de professionnalisme et de dévouement au service public. Le nouveau patron sait très bien à quoi il a affaire, une lourde responsabilité à gérer un mastodonte public, sous le poids d'une dette historique. Le temps de s'installer et de mettre le train de la réforme sur les rails, voici El Hafidi à l'épreuve d'une période creuse de l'histoire, la pandémie coronavirus. Il s'en est tiré avec honneur. A un moment charnière où les compteurs explosent et où bon nombre des consommateurs sont à sec, l'ONEE a fait preuve de flexibilité en matière de recouvrement de ses créances et a accordé, un report et des facilités de paiement pour les clients qui en expriment le besoin. Ce geste d'entreprise citoyenne, on pourrait aussi l'observer de nos jours, les tarifs d'eau et d'électricité sont maintenus inchangés, malgré les pressions inflationnistes. La vigilance quant à la santé financière d'un établissement aussi stratégique oblige sa restructuration institutionnelle et son redressement compte tenu de défis majeurs, notamment, la transition énergétique, le développement massif des énergies renouvelables, le développement de l'hydrogène vert, l'accélération de la décarbonisation de l'économie, la restructuration de la distribution, le développement accéléré de la mobilisation des eaux non conventionnelles (dessalement de l'eau et réutilisation des eaux conventionnelles) en relation avec la raréfaction continue des ressources hydriques. Ainsi, une étude lancée par l'Office est en cours d'exécution en vue de la redéfinition du business model devant précéder et favoriser sa

transformation en société anonyme. El Hafidi a apporté son lot de contribution à l'évolution du modèle électrique au Maroc ainsi que les avancées réalisées par l'intégration massive des énergies renouvelables, « ce qui a permis de contribuer à la souveraineté énergétique du Royaume du Maroc et à faire progresser l'électrification bénéfique ainsi que l'utilisation accrue et efficace de l'électricité à faible émission de carbone notamment dans le secteur industriel, tertiaire et résidentiel ». Le patron discret a réussi une levée de fonds auprès de la BERD pour ses obligations durables à hauteur de 200 millions d'euros, soit la première opération du genre au Maroc. A son actif aussi un soutien indéfectible au titanique Projet Xlinks devant alimenter le Royaume Uni en énergie électrique, de sources renouvelables, à travers une liaison sous-marine HVDC d'une longueur d'environ 3.800 km. Son bilan au titre de l'exercice 2022 laisse dégager une hausse de la puissance installée à 11.055MW (dont 4.154MW en énergies renouvelables) contre 10.627 MW (dont une capacité en énergies renouvelables de 4.050 MW) en 2020. S'agissant toujours de la branche électricité, la satisfaction de la demande en 2022 a été assurée à 97,9% par la production locale (41.420Gwh) et à seulement 4,3% par les importations. Quant à la branche eau, l'année 2022 a été marquée par le renforcement des installations de production par l'équipement d'un débit supplémentaire de 423.360 m³/j et la pose d'environ 700km de conduites d'adduction et de distribution. Aussi, par la desserte d'une population additionnelle de 26.157 habitants, ce qui a porté le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural à 98,4% à fin 2022. Enfin, 2024 marquera le changement de statut de l'Office qui se transforme en SA à conseil d'administration, le début d'un nouveau challenge pour ce stratège infatigable, dont les compétences et les talents lui ont enseigné qu'il s'en sortira toujours.

IMMOBILIER

LES PRIX SONT-ILS SURÉVALUÉS

Au cours des deux dernières décennies, les prix de l'immobilier au Maroc ont augmenté plus rapidement que ce qu'indiquent les fondamentaux du marché. Le Centre marocain de Conjoncture (CMC), dans une publication : « Prix de l'immobilier : les déterminants de la hausse », explique que « le marché immobilier marocain a enregistré des changements profonds ces dix dernières années sous l'effet de plusieurs facteurs. Une première composante de ces facteurs est liée à l'environnement économique général du pays, à l'évolution démographique et à

son impact sur l'évolution urbaine. Une deuxième composante se rapporte au processus d'ouverture de l'économie nationale sur le Reste du Monde, avec un effet d'entraînement lié à cette ouverture sur l'alignement des prix des actifs immobiliers à l'international ». C'est ainsi que la surévaluation de ce secteur se manifeste lorsque les prix s'écartent sensiblement des revenus projetés des acheteurs potentiels. Ne pensez-vous pas que les prix de l'immobilier au Maroc sont surévalués? Une question que nous avons posée à deux spécialistes de l'immobilier. Réponses.



Alain Béchade, Professeur-Émérite du CNAM.

« Le phénomène que vous relatez découle d'une financiarisation excessive de l'immobilier à l'aune de la baisse des taux qui a fait oublier que la valeur d'un bien immeuble est sa valeur d'utilité et non pas sa valeur financière dépendante de taux qui lui sont étrangers. Nous entrons dans la fin de ce cycle des "golden cash-flow" comme j'aime à le dire et la correction vers la valeur d'utilité est en route ; les surévaluations vont être corrigées

et ce phénomène n'est pas nouveau en immobilier: on oublie souvent que la finance doit être le carburant de l'économie immobilière et non pas le moteur. L'immobilier dépend beaucoup de nos comportements, de nos actions et de nos réactions. Ainsi, les théories comportementales ont une place importante dans l'économie immobilière. Il faut savoir regarder l'immobilier avec des yeux d'économiste et de sociologue ».



Kevin Gormand, CEO - Mubawab Group

« En préambule, il est important de rappeler dans un premier temps que la majorité des ventes (plus de 50%) se font sur des appartements de type "logement économique", entre 170.000 et 250.000 dirhams et que ces prix correspondent aux fondamentaux du marché au Maroc. Maintenant, il est vrai que les prix de l'immobilier connaissent depuis quelques années un ajustement après une période de croissance rapide, car ils ne paraissent pas toujours complètement alignés sur la réalité du marché. Ainsi, si on regarde l'évolution de l'IPAI (indice des prix de l'immobilier) fourni par Bank Al Maghrib en collaboration avec le cadastre, les prix sont stables sur les dernières années, malgré une vraie croissance du PIB marocain. Cela signifie que les prix sont à la limite du pouvoir d'achat des

marocains, et ce depuis plusieurs années. Ce que nous prévoyons depuis Mubawab, ça ne va pas être une baisse des prix au m², car aujourd'hui ce n'est pas possible dans le contexte des prix du foncier ou des prix des matières premières ; par contre on pense assister à une baisse de budget avec un rétrécissement des surfaces sur les projets neufs. Quant au « deuxième main », la majorité des transactions se faisant sur des biens achetés à des prix nettement inférieurs à la moyenne d'aujourd'hui, la capacité d'ajustement du prix par le vendeur sera réelle, et cela dépendra de sa volonté ou non de vendre vite. Les prix de l'immobilier ne sont donc pas forcément surévalués, mais vont connaître des ajustements sur les surfaces vendues, et sur les prix de vente de « deuxième main » en fonction des besoins de liquidités du vendeur ».

INFORMEL

REPENSER LA STRUCTURE GLOBALE DES INCITATIONS

Oltre le fait qu'il soit un frein pour l'économie formelle et au vu du désengagement continue de l'État, le secteur informel, véritable « éponge à emplois » avec près de 77 % de l'emploi total au Maroc, offre encore un moyen de survie aux sacrifiés du développement. Pour se délivrer de la mentalité d'assisté, (fruit d'un héritage culturel qui veut que l'Etat, éternelle vache à lait, est sollicité de toute part pour recruter les chômeurs), et se transformer en « son propre patron », l'informel demeure la voie privilégiée à emprunter par une partie non négligeable des sans-emplois au Maroc. Conscient de la complexité d'un tel fléau, l'Etat n'est pas resté les bras croisés et plusieurs mesures et initiatives ont été lancées pour encourager la transition vers le secteur formel pour ne citer que l'auto-entrepreneur, statut qui bénéficie d'un régime unique et simplifié, destiné à faciliter un début d'activité. Bilan d'étape après plus de sept ans de sa mise en œuvre : un échec cuisant. Selon le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Younes Sekkouri, aujourd'hui, il y a 540.000 auto-entrepreneurs déclarés au Maroc, dont seulement 300.000 sont toujours en activité. Et seulement 60.000 auto entrepreneurs qui payent leurs impôts et plus

“

Il est crucial que les décideurs agissent rapidement en mettant en place des mesures incitatives novatrices susceptibles d'influencer les choix économiques et professionnels. ”

de 99% de ces contribuables déclarent un chiffre d'affaires inférieur à 100.000 DH. Cela veut dire « repenser la structure globale des incitations pour une économie plus inclusive et dynamique » comme l'a bien dit un expert du Policy Center for the New South. D'ailleurs, la tolérance dont font preuve les autorités marocaines à l'égard du secteur informel et de sa complexité semble corroborer l'hypothèse admettant son rôle dans la lutte contre la très grande pauvreté et la survie des sacrifiés du désengagement continue de l'Etat. Mais jusqu'à quand ? Nous avons posé la question à cet économiste et voici sa réponse. **AB**



MOHAMED AZEROUAL, ENSEIGNANT-CHERCHEUR.

« Le secteur informel s'est avéré être un pilier crucial de l'emploi au Maroc influencé par une multitude de facteurs. Parmi eux, on compte l'insuffisance d'opportunités d'emplois dans le secteur formel, un déficit en compétences et qualifications, une urbanisation rapide déconnectée d'une croissance économique équivalente, ainsi que les difficultés d'accès au crédit et les lourdeurs administratives. En parallèle, la pression fiscale exercée sur les activités formelles aggrave la situation. Ce phénomène est également le résultat de pratiques douteuses observées dans le secteur formel, où certaines entreprises choisissent de ne déclarer qu'une partie de leurs employés et préfèrent engager des travailleurs indépendants plutôt que des salariés pour se soustraire aux obligations

légales et réglementaires qui leur sont imposées. Le travail informel, bien qu'il contribue à apaiser les tensions sociales et rester essentiel pour des catégories vulnérables de la population tels que les femmes, les jeunes et ceux ne possédant pas les qualifications requises, ne peut être considéré comme une solution pérenne au chômage. Outre son caractère précaire et fragile ainsi que l'absence des filets de protection sociale adéquats, ce secteur se caractérise par une faible productivité, favorisant une concurrence déloyale qui nuit à la compétitivité et à la croissance économique. Il est crucial que les décideurs agissent rapidement en mettant en place des mesures incitatives novatrices susceptibles d'influencer les choix économiques et professionnels, contribuant ainsi au renforcement d'un secteur formel plus résistant et sécurisé ».

OPÉRATIONS DE CHANGE 2024

LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS

Élaborée selon une approche participative et inclusive, l'Instruction Générale des Opérations de Change 2024 (IGOC 2024) prévoit un ensemble de mesures de facilitation et d'assouplissement pour mieux accompagner les opérateurs économiques dans la réalisation de leurs opérations à l'international.

La nouvelle Instruction apporte de nouvelles mesures de libéralisation et d'assouplissement aussi bien pour les opérations courantes que pour les opérations en capital traduisant ainsi les orientations irréversibles que connaît la réglementation des changes en termes de consolidation du régime de convertibilité.

En matière d'importation de biens, la nouvelle Instruction prévoit la possibilité de régler le dépassement au titre du fret à hauteur de 20% au lieu de 10% du montant initialement prévu par le contrat commercial.

“

La nouvelle Instruction a relevé à 100.000 dirhams le montant minimum au titre de la dotation pour voyages d'affaires au lieu de 60.000 dirhams, prévu auparavant.”

S'agissant des opérations de négoce international, l'IGOC 2024 prévoit le paiement des acomptes à hauteur de 100 % des fonds initialement rapatriés sur le compte négoce au titre de la même opération de négoce de biens.

Concernant les voyages d'affaires, la nouvelle version de l'IGOC a relevé à 100.000 dirhams le montant minimum au titre de la dotation pour voyages d'affaires au lieu de 60.000 dirhams, prévu auparavant.

De plus, des mesures d'assouplissement ont été introduites en faveur des sociétés catégorisées par l'Office des Changes, ces dernières pourront ainsi, conformément aux dispositions de la nouvelle Instruction, régler par anticipation leurs importations de biens à hauteur de 100% de la valeur de l'opération d'importation et procéder à l'alimentation de leurs comptes en devises ou en dirhams convertibles des exportateurs à hauteur de 85% du produit de leurs exportations. De surcroît, la dotation commerce électronique et la dotation pour voyages d'affaires leur seront octroyées à hauteur de 100% de l'IS payé dans la limite d'un million de dirhams pour les opérateurs ne disposant pas de comptes en devises ou en dirhams convertibles.

En matière d'études à l'étranger, la nouvelle édition de l'IGOC prévoit le transfert des frais de séjours linguistiques à l'étranger y compris les frais de loyer, lorsque le séjour linguistique est exigé par l'établissement d'enseignement supérieur.

Parmi les nouveautés introduites, dans ce cadre, figure aussi la possibilité de transférer par

“

« La dotation commerce électronique et la dotation pour voyages d'affaires leur seront octroyées à hauteur de 100% de l'IS payé dans la limite d'un million de dirhams pour les opérateurs ne disposant pas de comptes en devises ou en dirhams convertibles. »

anticipation les frais de séjour dans le cadre de la procédure d'obtention du visa étudiant ou de l'inscription, lorsque ce transfert est exigé par l'université et/ou les Services Consulaires.

Sur un autre volet, les étrangers résidents ne disposant pas de revenus pouvant faire l'objet de transfert au titre des économies sur revenus et ne disposant pas de disponibilités sur leurs comptes en devises ou en dirhams convertibles pourront procéder au transfert au titre de secours familiaux.

Par ailleurs, les étrangers résidents pourront, en vertu des nouvelles dispositions, transférer les jetons de présence après paiement des impôts.

INWI LES RENCONTRES ENTREPRISES À TANGER

Nouvelle escale pour la 6ème édition de la tournée « Rencontres Entreprises » organisée, le 21 décembre à Tanger, par



inwi en partenariat avec l'Association des Utilisateurs des Systèmes d'Information au Maroc (AUSIM). Au total, plus de 60 dirigeants d'entreprises ont participé à cette nouvelle étape des "Rencontres Entreprises". Ils représentent divers secteurs tels l'industrie, la logistique, les technologies de l'information, le BTP ou encore l'offshoring, rapporte notre confrère Le Matin. En effet, les entrepreneurs et dirigeants d'entreprise ont pris part à des ateliers thématiques axés sur la transformation digitale. Ces sessions de travail, dirigées par des experts du digital, ont été l'occasion de débattre des sujets stratégiques tel que la gestion de data, le cloud ou encore la protection des données. Les entrepreneurs participants ont pu, aussi, recevoir des conseils personnalisés et concrets quant à leur transformation digitale, et partager leurs expériences avec les autres entrepreneurs présents. Les « Rencontres Entreprises » s'affirment aujourd'hui comme un rendez-vous phare de la transformation digitale dans notre pays. Cet événement annuel vise à sensibiliser les professionnels et les entreprises aux enjeux et aux opportunités qu'offre la transition numérique, et les accompagner pour adopter les outils et les pratiques nécessaires pour réussir cette transformation. En tant qu'acteur majeur de l'inclusion numérique au Maroc, l'opérateur global s'implique activement dans la promotion de la digitalisation des entreprises. inwi offre, aux entreprises de toute taille, un accompagnement continu à travers des solutions innovantes de mobilité, de l'IoT, de la connectivité, du Cloud et de la cybersécurité.

AMO ACHAMIL C'EST PARTI POUR LES INSCRIPTIONS

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a annoncé, ce début d'année, le lancement de l'inscription au régime AMO Achamil pour les personnes n'exerçant aucune activité rémunérée ou non rémunérée. «La



CNSS informe toutes les personnes n'exerçant aucune activité rémunérée ou non rémunérée et capables de s'acquitter des cotisations à l'AMO, qu'elles peuvent s'inscrire au régime facultatif AMO ACHAMIL à partir de début janvier 2024», indique un communiqué de la Caisse de sécurité sociale. La démarche s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi 60.22 accordant à ces personnes le droit de bénéficier de ce régime, souligne la même source, notant que pour ce faire, elles doivent remplir les conditions suivantes : Le demandeur et ses ayants droit doivent être inscrits au RSU (Registre Social Unifié), il doit disposer d'un score supérieur au seuil ouvrant droit à l'AMO Tadamon et ne doit pas être assujéti à un autre régime d'assurance maladie obligatoire. Pour bénéficier des prestations d'AMO ACHAMIL», les personnes remplissant lesdites conditions peuvent soumettre leurs demandes sur le portail www.macnss.ma, précise la CNSS, qui explique que le montant des cotisations mensuelles est déterminé en fonction du score attribué par le RSU. L'ouverture de droit pour le bénéfice de la couverture médicale au titre de ce régime est liée au paiement préalable des cotisations dues, détaille le communiqué, invitant les bénéficiaires désireux de plus d'informations à contacter le numéro 3939.

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

LE MAROC COMPTE 53.800 COOPÉRATIVES EN 2022

Quelque 6.200 nouvelles coopératives ont été créées en 2022, portant leur nombre total à 53.800 à la fin de la même année, a indiqué, mardi, la ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, Fatim-Zahra Ammor.

«Nous misons beaucoup sur les coopératives jeunes et féminines, et c'est pourquoi nous investissons massivement avec l'Office de Développement de la Coopération (ODCO) dans des programmes de formation, de commercialisation, d'appui à l'innovation

et à la digitalisation de ces coopératives», a affirmé Mme Ammor qui s'exprimait lors du Conseil d'administration de l'Office.

Elle a également mis en lumière le potentiel considérable encore à exploiter, estimant que la stratégie globale de l'ESS, actuellement en élaboration au sein du ministère, soutiendra les objectifs visant à contribuer jusqu'à 8% du PIB, ainsi qu'à la création annuelle de 50.000 nouveaux emplois, d'ici 2035, conformément aux orientations du Nouveau modèle de développement.

FINANCEMENT DES TPE DU NOUVEAU CHEZ AL BARID BANK

Hicham Zanati Serghini, directeur général de Tamwilcom, et Al Amine Nejjar, président du directoire Al Barid Bank, ont procédé vendredi 22 décembre à la signature de deux conventions de coopération pour promouvoir l'accès au financement en faveur des professionnels et de la très petite entreprise (TPE). « Cette signature fait suite à l'extension de l'activité d'Al Barid Bank au financement des professionnels et de la TPE, lui permettant désormais, à l'instar des autres Banques, d'adosser ses financements en faveur de cette cible aux offres de garantie de Tamwilcom », apprend-on d'un communiqué diffusé ce lundi. La conclusion de ce partenariat permettra à la Banque d'adresser efficacement les besoins de financement des professionnels et de la TPE en leur proposant des solutions de financement adaptées et accessibles, marquant ainsi une étape majeure dans la concrétisation de son nouveau positionnement, fait-on savoir.

CGEM QUATRE FILIALES D'AL OMRANE LABELLISÉES RSE

Suite à la réunion début d'année de son Comité d'attribution du Label Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) a attribué son label RSE aux filiales du Groupe Al Omrane, à savoir Société Al Omrane (SAO) Al Janoub, SAO Béni Mellal, SAO Fès Meknès et SAO Région de l'Oriental. L'attribution de ce label vient couronner l'engagement de ces entreprises en matière de RSE et la prise en compte, dans leur politique, des attentes de leurs parties prenantes internes et externes. Elle s'inscrit dans un processus d'amélioration continue des pratiques pour la pérennisation et le renforcement des acquis. Il est octroyé par la Présidence de la CGEM pour trois années.



Le volume global des primes
de l'activité Takaful s'est établi à

29 millions
de
dirhams

au **premier semestre 2023**, indique l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS).

VIVO ENERGY MAROC CARTON PLEIN POUR L'ÉCOLE DE LA 2E CHANCE



Vivo Energy Maroc annonce un taux de réintégration de 80% des jeunes de l'École de la 2ème chance Ben Msik-Nouvelle Génération. « Nous sommes ravis de constater l'évolution de notre partenariat avec l'Heure Joyeuse qui a donné lieu à cette nouvelle initiative de l'École de la deuxième chance – Nouvelle Génération. Cette structure permet effectivement de réinsérer des enfants et des jeunes dans l'école classique et dans le monde du travail. Fort de ces résultats probants, c'est un modèle que nous continuerons de soutenir parce qu'il correspond à notre engagement citoyen pour le secteur de l'éducation et pour cette jeunesse marocaine qui a besoin que l'on croie en elle », affirme Hind Mejjati Alami, Directrice Communication et RSE de Vivo Energy Maroc. Cette initiative est le fruit d'un partenariat entre Vivo Energy Maroc et l'Association L'Heure Joyeuse, visant à créer un environnement propice à l'apprentissage pour les enfants et les jeunes adolescents âgés de 13 à 20 ans, en rupture scolaire et issus de milieux défavorisés et précaires. L'objectif est de faciliter leur inclusion sociale et les résultats en 2023 sont prometteurs. Sur les 115 bénéficiaires de la promotion, 60 ont intégré une formation professionnelle, 8 ont effectué un stage professionnel et 22 ont réussi à décrocher un emploi, s'insérant ainsi dans la vie socio-économique.

AIDE DIRECTE AU LOGEMENT 2.500 DH POUR LES NOTAIRES

La ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, Fatima Ezzahra El Mansouri et le président du Conseil National de l'Ordre des Notaires du Maroc, Hicham Sabiry, ont signé au mois de décembre dernier à Rabat une convention visant à assurer l'accompagnement et le soutien des citoyens par les notaires, à travers tout le Royaume, tout au long du processus d'octroi de l'aide directe au logement (2024-2028), indique le ministère dans un communiqué. Elle permettra également l'application d'une tarification globale des notaires n'excédant pas 2.500 DH TTC, au lieu d'environ 6.000 DH TTC, précise la même source, soulignant que ce montant englobe les honoraires du notaire, ainsi que les frais



du dossier incluant l'ensemble du processus, depuis l'établissement du compromis de vente jusqu'à l'obtention du certificat de propriété, en dehors des frais de l'Etat, et ce en faveur des citoyens désirant acquérir un logement dont le prix de vente est inférieur ou égal à 300.000 Dirhams TTC.

DGI UN PLAN STRATÉGIQUE 2024-2028

La Direction générale des impôts (DGI) a lancé un plan stratégique 2024-2028, qui vient après celui couvrant la période 2017-2021. Ce nouveau plan s'articule sur 6 priorités stratégiques, dont le renforcement de la mobilisation du plein potentiel fiscal, ajoute la même source, notant dans ce sillage, que l'administration envisage à travers sa vision commune de renforcer la mobilisation du plein potentiel fiscal. Il s'agit ainsi d'identifier et d'appréhender toute forme de non-conformité et ce, tout d'abord, par le biais de l'amélioration de l'intégrité, de la fiabilité et de la complétude du registre des contribuables. La deuxième priorité consiste à renforcer les relations de confiance et promouvoir le civisme fiscal, à travers la poursuite des actions visant à sensibiliser et à impacter les comportements en matière de civisme fiscal. La troisième priorité porte quant à elle sur la contribution à la mise en œuvre de la réforme fiscale, la consolidation de la sécurité juridique et le renforcement du positionnement de la DGI sur la scène fiscale internationale. Les autres priorités consistent de leur côté à renforcer les capacités de la DGI grâce à un capital humain compétent et engagé, des structures adaptées, un environnement propice et une gestion budgétaire rationnelle, à adopter une approche systémique et des modes de gouvernance renforcés pour améliorer l'efficacité et la performance ainsi qu'à renforcer l'intelligence numérique, moderniser l'infrastructure technologique et développer l'analyse et l'intelligence fiscale.

ISESCO HUIT NOUVELLES SIGNATURES DU MAROC

Le Comité du patrimoine dans le monde islamique de l'Organisation mondiale islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO) a approuvé, lundi lors de sa 11ème réunion à Rabat, l'intégration de huit éléments du patrimoine immatériel au nom du Royaume du Maroc. Il s'agit de la confection de bijoux avec des perles, le tissage du Hayek et du burnous de Figuig, la tannerie, l'art équestre de Mata, la poterie de Safi, Attalbi, les chansons et la danse Aouad d'Ait Baâmrane et le jeu traditionnel du Ssig, indique un communiqué du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication. Avec ces nouvelles inscriptions, le Maroc, qui dispose de 54 éléments de patrimoine immatériel enregistrés à la liste de l'ISESCO, arrive en tête des pays islamiques dans ce classement, souligne la même source.

STARTUPS

NOUVEAU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT

Une convention-cadre a été signée, mi-décembre dernier à Rabat, par la ministre de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, Ghita Mezzour, le directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), Khalid Safir et le directeur général de CDG Invest, Yassine Haddaoui. Objectif: soutenir les startups marocaines, proposer les dispositifs d'appui à leur développement, faciliter leur approvisionnement aux marchés et favoriser l'émergence d'un écosystème digital compétitif, à la fois sur le plan national et international. La convention-cadre comprend nombre de mesures, dont la "bourse de vie".

FORSA

CAM S'Y MET

La Société Marocaine de l'Ingénierie touristique a signé deux conventions avec le Groupe Crédit Agricole du Maroc et Al Barid Bank, qui permettront à 1.700 candidats éligibles du programme Forsa de lancer leur projet, précise un communiqué. Les porteurs de projets Forsa éligibles sont ceux ayant suivi la formation approfondie sur les bases de l'entrepreneuriat Forsa Academy, bénéficié d'un accompagnement rapproché, et ayant dépassé l'étape de la commission de financement. Ces porteurs de projets détiennent désormais des dossiers qualifiés prêts à être examinés par les banques



partenaires à partir du 15 janvier 2024, fait savoir le ministère, notant que les candidats retenus pourront bénéficier d'un prêt pouvant atteindre 100.000 dirhams à un taux d'intérêt préférentiel allant de 1,75% à 2% selon le lieu de provenance du porteur de projet. Le remboursement s'échelonnera sur une période maximum de 7 ans, avec un différé de 2 ans.

TOP 5 DES EXPORTATIONS

Janvier-Novembre 2023*

Janvier-Novembre 2022

POIDS(t)

VALEUR
(1000DH)

POIDS(t)

VALEUR
(1000DH)

Isolateurs et pièces isolantes →

4.721

834.016

707

144.002

Dattes →

1.887

72.456

260

14.273

Voitures utilitaires →

5.176

556.618

2.058

114.135

Instruments et appareils d'optique →

61

94.076

6

28.308

Huile de tournesol brute ou raffinée →

12.347

176.426

3 596

68.303

ASSURANCE CONVENTIONNELLE-TAKAFUL

LES POINTS DE
SIMILITUDES ET
DE DIVERGENCESAhmed Chiguer,
Expert en Assurances

Le paysage de l'assurance au Maroc a connu depuis octobre 2021, avec la publication de l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances et de la circulaire de l'ACAPS portant sur l'application des dispositions du code des assurances relatives à l'assurance Takaful, l'entrée en vigueur de l'assurance islamique takaful. Une assurance tant attendue au point où son avènement a été largement accueilli par tous les intervenants et experts de la finance islamique et très applaudi par les banques participatives. L'année 2022 marque le coup de démarrage effectif de Takaful après l'octroi des premiers agréments de compagnies Takaful et Rétakaful (Compagnie de réassurance).

Avant cette date, le marché local s'est limité à la commercialisation et la distribution des produits d'assurance dite conventionnelle. Malgré l'évolution de son chiffre d'affaires qui reste dominé par l'assurance automobile et les produits bancassurance, son taux de pénétration et sa densité évoluent au ralenti et demeurent, malgré les efforts fournis, plus ou moins faibles eu égard au potentiel du marché. Ce constat laisse présager que ce modèle d'assurance n'a pas brisé son plafond de verre et nous renseigne sur son Incapacité d'accaparer d'autres cibles telles que celles ayant des convictions religieuses.

Un grand nombre de musulmans ne voient pas du bon œil l'assurance conventionnelle, ils la jugent illicite et non conforme à la Charia. Par conséquent, cette catégorie constitue un manque à gagner pour les assureurs conventionnels et se prive

l'accès aux services financiers.

Le Takaful serait-il une alternative ou une complémentarité à l'assurance conventionnelle au point de répondre aux aspirations d'une clientèle assez particulière ? Ou serait-il un simple concurrent sur un terrain qui est loin d'être le champ de bataille de l'assurance conventionnelle?

De l'autre revers, si nous regardons de près la composition du chiffre d'affaires du marché de l'assurance conventionnelle, nous constatons que les assurances obligatoires, telles que l'assurance automobile, l'assurance accidents de travail, etc., se taillent une part assez importante. Ajoutant à cela, le décès emprunteur et les produits de capitalisation commercialisés par les banques, nous arrivons sans le moindre doute à la conclusion suivante: La demande de l'assurance au Maroc n'est ni volontaire ni spontanée mais exigée et imposée soit par la loi (Assurance Responsabilité Civile automobile, etc.) ou forcée du fait de l'achat à crédit d'un bien immobilier ou autre. L'assurance Takaful pourrait-elle instaurer une culture d'assurance basée sur une demande spontanée pour un besoin clairement identifié (le décès prévoyance, la constitution d'un vrai plan de retraite sans rachat ni avance, etc.) ou restera-t-elle sur le même registre que l'assurance conventionnelle? Aussi, le nombre de banques participatives, et éventuellement de compagnies Takaful, serait-il un levier pour développer l'assurance Takaful ou un frein? Ne fallait-il pas se contenter dans un premier temps d'une seule compagnie Takaful en s'inspirant du modèle de la Compagnie d'Assurance Transport (CAT), le temps que le ciel

“

pour donner à l'assurance Takaful son aspect licite conformément à la Charia, le concept risque, avec toutes ses composantes (L'aléa, L'enjeu, L'incertitude, Le flou (Jahala) est un vrai frein. Comment donc «exclure l'incertitude d'une activité assurantielle»? ”

se dégage et la vision s'améliore? D'autres questions méritent d'être posées dans l'unique but de dissiper toute confusion concernant les aspects opérationnels et fonctionnels de ce nouveau modèle assurantiel en lien avec l'assurance conventionnelle. Ce papier ne prétend pas traiter les deux modèles d'assurances en détail, ni répondre à toutes les questions de nature à mettre en évidence tous les aspects de l'assurance Takaful. Notre objectif se limite, autant que faire se peut, à tracer un comparatif entre les deux modèles afin de dégager les similitudes et les divergences.

L'assurance conventionnelle-Takaful: points de similitudes et de divergences

L'assurance conventionnelle et l'assurance Takaful présentent des points de rencontres et de divergences. Pour les tirer au clair, il y a lieu de comprendre d'une manière laconique l'architecture et le fonctionnement de chacune d'elle.

L'assurance conventionnelle

L'assurance conventionnelle repose sur le transfert de risque pur, qui prend naissance « d'un effet accidentel dont la matérialisation demeure toujours un dommage », d'une entité « assuré » à une autre entité « assureur ». Ce transfert se matérialise par la signature d'un contrat bilatéral entre les deux parties.

Elle est marquée par l'inversion de son cycle de production en comparaison au cycle de production d'une entreprise normale. L'assurance n'est pas « une transaction monétaire ponctuelle ».

En réalité, à la souscription d'un contrat d'assurance, l'assureur vend la promesse de régler un sinistre s'il survient conformément aux clauses du contrat, et achète, à priori, une confiance, celle de l'assuré.

En somme, le souscripteur ou l'assuré paie la prime à la signature du contrat, mais la prestation ou le service de la compagnie est différé dans le temps et ne se réalise que si le risque assuré survient, d'où : L'importance de la réglementation : code des assurances et d'autres lois ; L'importance de la constitution des réserves ou provisions techniques pour faire face aux engagements futurs de l'assureur ; Le coût réel du risque n'est connu qu'à la survenance du sinistre et son paiement ; La tarification du risque prend en compte les résultats techniques (S/P).

Si le risque ne se réalise pas dans une unité de temps connue au contrat d'assurance, la prime d'assurance sera encaissée, sauf pour certains contrats d'assurance vie (l'épargne, capitalisation, l'assurance vie entière, la mixte, etc.), par la compagnie d'assurance. L'assureur justifie cet acte par le fait qu'il s'agit d'une prime

de risque, qui n'est que la contrepartie d'une couverture assurantielle.

Encore, l'assurance conventionnelle repose sur trois techniques que sont la sélection du risque, la segmentation du risque et la mutualisation selon la loi des grands nombres.

Il est primordial pour comprendre les points de rencontres et ceux de divergences des deux modèles, de garder à l'esprit que « l'inversion du cycle de production engendre les incompatibilités avec le droit musulman ». Ce décalage temporel entre la vente et l'achat du contrat d'assurance en versant une prime immédiate et le paiement éventuel de l'indemnité pose problèmes au niveau des fondements de l'assurance par référence à la loi islamique. Aussi, la base de tout contrat d'assurance conventionnelle est le risque, et tout contrat où il n'y a plus de risque est vidé de sa substance.

Bref, l'assurance est "l'opération par laquelle un assureur organise en mutualité une multitude d'assurés exposés à la réalisation de certains risques et indemnise d'entre eux ceux qui subissent un sinistre grâce à la masse commune des primes collectées".

Ainsi, l'assurance est d'abord un droit (contrat d'assurance) et une technique (la mutualisation, le

calcul actuariel, une comptabilité appropriée, etc.).

D'autre part, la loi 17-99 portant code des assurances nous renseigne sur l'existence de deux branches d'assurances terrestres : Les assurances dommages et les assurances de personnes. Chacune est gérée selon un mode de gestion approprié.

L'assurance Takaful

L'organisation Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions (AAOIF) définit l'assurance Takaful comme suit : « Le concept Takaful est un accord entre personnes présentant des risques déterminés et qui a pour finalité la réparation des dommages par le versement de cotisations sur le fondement de donations. Le fonds mutuel d'assurance ainsi formé peut être géré en fonction du modèle retenu par un comité choisi parmi les assurés ou par une société de gestion. Une première lecture de cette définition, en gardant toujours à l'esprit, celle de l'assurance conventionnelle citée en haut, permet de dire que les similitudes entre les deux modèles sont plus nombreuses que les divergences.

Similitudes entre les deux modèles :

| Assurance Conventionnelle | Assurance Takaful |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Un accord bilatéral entre assuré et assureur : Transfert de risque d'une entité à une autre Homogénéisation de risque – Mutualisation de risque et application de la loi des grands nombres – sélection de risque | Un accord entre personnes ayant le même risque : partage ou répartition de risque en communauté Homogénéisation de risque – Mutualisation de risque et application de la loi des grands nombre – sélection de risque |
| Signature d'un contrat d'assurance | Signature d'un contrat Takaful |
| La base de tout accord est le risque | |
| Le transfert de risque a pour objectif l'indemnisation de l'assuré en cas de survenance du sinistre | L'accord a pour finalité la réparation des dommages |
| Le transfert de risque se fait moyennant le paiement d'une prime d'assurance par l'assuré ou le souscripteur | Le partage de risque se réalise par le versement des personnes d'une cotisation |
| Les primes afférentes aux risques sont gérées par une compagnie d'assurance à caractère commerciale ou une mutuelle. | Le fonds de cotisations est géré par un opérateur selon un modèle retenu tel que par exemple Moudaraba, wakala ou un modèle mixte Moudaraba wakala . Un document qui régleme la gestion est signé entre les participants et l'opérateur. |

Points de divergences

L'analyse de la définition de Takaful fait ressortir que ce modèle est aussi marqué par l'inversion du cycle de production puisque les personnes versent des cotisations en vue de réparer des dommages futurs.

Ainsi, ce cycle de production «confère à l'opération d'assurance un caractère hasardeux et incertain ». L'incertitude est intimement liée à la probabilité de survenance du risque, la date de survenance du risque, le coût réel du risque, l'indemnité de risque. Bref, rien n'est connu et précis à la signature du contrat. Encore, si le sinistre ne survient pas, la prime versée par l'assuré reste totalement acquise à l'assureur conventionnel.

L'Islam a interdit toute incertitude et flou dans les transactions. Il les a englobées et concis sous le concept Gharar. Ledit concept est défini d'une manière précise par Ibn Al-Quaym comme étatant

« او لا تعرف حقيقته و مقداره ما لا يعلم حصوله ». Du coup pour donner à l'assurance Takaful son aspect licite conformément à la Charia, le concept risque, avec toutes ses composantes (L'aléa, L'enjeu, L'incertitude, Le flou (Jahala) est un vrai frein.

Comment donc «exclure l'incertitude d'une activité assurantielle»? Alors que le risque est à la base de tout contrat d'assurance.

Une question pertinente qu'il est difficile de laisser à côté et de ne s'y intéresser pas.

La solution portée à cette problématique est bien précisée au niveau de la définition Takaful, qui stipule que « (...) par le versement de cotisations sur le fondement de donations».

Ainsi la problématique est contournée: les cotisations des personnes ou participants sont qualifiées de donations « Tabaroua » et du coup l'incertitude perd plus ou moins sa signification.

Encore une autre question surgit et mérite d'être posée pour donner à tout concept sa réelle signification et

son étendu: Le Takaful est un concept issu de la loi islamique. Fallait-il pas dans le montage global de ce modèle, faire appel à des concepts arabes issus de la loi islamique et de les garder comme ils sont, en langue de l'Islam? Et du coup avoir un lexique propre à Takaful est de bon augure. A titre d'exemple, est ce que la donation signifie bien Tabaroua التبرع ? Et les participants المتبرعون ? ...etc.

D'autre part, la juxtaposition des concepts Assurance et Takaful pose un sérieux problème: le premier concept est constitué autour de risque, d'incertitude, d'aléa, d'un événement futur. alors que le second s'efforce d'extraire de son montage ces notions. Ne serait-il pas intéressant pour éviter toute ambiguïté de parler, à titre d'exemple, de Takaful Ataadodi ou une autre appellation qui envoie sur la solidarité, l'entraide entre la communauté, etc.

Le versement des cotisations alimente un fonds dit fonds takaful. Celui-ci est la propriété des participants et à pour rôle, entre autres, de payer les indemnités dues ou verser les capitaux échus et constituer les provisions (sinistres à payer, etc.)

Ce fonds peut être géré par une compagnie takaful, dénommé opérateur, selon un mode choisi parmi les trois: Moudaraba, Wakala ou un modèle mixte Moudaraba Wakala.

En assurance conventionnelle, les provisions techniques sont placées dans le marché financier pour dégager un rendement. Ce dernier est à la base des taux d'intérêt. Or, l'usage des taux d'intérêt appelé Riba est prohibé par la loi islamique. Le Riba signifie « augmenter et faire accroître une chose à partir d'elle-même ». Selon la loi islamique, « toute richesse ne peut provenir que d'un labeur, d'échanges commerciaux, de dons ou d'héritage».

Pour bannir et déroger à cet élément, les placements des provisions techniques « Takaful » doivent se faire selon la finance islamique et en

économie réelle.

Ce fonds Takaful, s'il dégage un profit sur les résultats techniques, le surplus sera partagé entre les participants. Par contre, s'il dégage un déficit, l'opérateur injecte sous forme de crédit qualifié de « Quard Hassan" sans intérêt et sans aucune rémunération, le montant nécessaire pour équilibrer le fonds.

De son côté, l'opérateur alimente un autre fonds de gestion pour «défrayer l'organisation de tous les frais salariaux et administratifs ». Ces deux fonds sont gérés séparément.

Le troisième élément qui constitue une divergence entre les deux modèles est bien « al Mayssir » qui lui aussi est interdit par la loi islamique. Ainsi, le placement des provisions constituées ne doit se faire conformément à la loi islamique et en actifs tangibles.

En somme, la loi islamique liste cinq critères qu'il faut respecter pour être conforme à la Charia:

- Le paiement et la réception d'intérêt ne sont pas autorisés.
 - L'incertitude et la spéculation sont interdites.
 - Les profits et les pertes sont partagés entre les parties.
 - Les placements dans certains secteurs (Alcool, jeux de hasard, etc.) sont interdits.
 - Les investissements doivent être restreints aux seuls actifs tangibles.
- Les produits commercialisés par Takaful sont regroupés en deux catégories : Takaful family qui correspond à l'assurance-vie en assurance conventionnelle et Takaful général qui correspond aux assurances dommages en assurance conventionnelle.

En guise de conclusion, il est clair que l'assurance Takaful est un « remodelage » de l'assurance conventionnelle avec un habillage qui tire ses fondamentaux de la loi islamique.

Les deux modèles ont la même finalité à savoir la réparation des dommages, mais les chemins empruntés sont différents.

MAROC-EMIRATS ARABES UNIS: UNE PREMIÈRE DANS LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Le Roi Mohammed VI et Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, Président de l'Etat des Emirats Arabes Unis, ont signé, début décembre dernier à Abou Dhabi, la Déclaration "Vers un partenariat novateur, renouvelé et enraciné entre le Royaume du Maroc et l'Etat des Emirats Arabes Unis", visant à rehausser les relations entre les deux pays et leur coopération commune vers des horizons plus larges.

STRESS HYDRIQUE EXCEPTIONNEL

Le ministre de l'Intérieur a demandé aux walis de cartographier la consommation d'eau par quartier, restreindre la consommation d'eau pendant certaines plages horaires, interdire l'arrosage des espaces verts et des jardins publics, ainsi que les cultures aquavores, recycler les eaux usées...

SÉISME D'AL-HAOUZ, LE PLUS VIOLENT DEPUIS 120 ANS !

Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 septembre, un puissant séisme de magnitude 6,9 a ravagé la province d'al-Haouz. Ce séisme, le plus violent depuis 120 ans, a provoqué des dégâts importants et semé la panique à Marrakech et dans d'autres villes notamment à Rabat, Casablanca, Essaouira et Agadir. Près de 2 millions de personnes, dont 674 892 enfants, vivent dans les zones qui ont été fortement touchées par le tremblement de terre. Pris de court en plein sommeil et en état de sidération, beaucoup d'habitants sont sortis dehors. Ils ont passé la nuit dans les rues, à même le sol, craignant l'effondrement des habitations. On estime que 50 000 habitations ont été totalement ou partiellement détruites.

INFLATION RECORD

Le pic de l'inflation au Maroc a été atteint en février 2023, entretenue par la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Avec un taux de 10,1%, du jamais vu en 40 ans ! La banque centrale a annoncé, en conséquence, une hausse de son taux directeur à 3% pour la deuxième fois consécutive, dans le but de freiner la hausse des prix.

ANNÉE DE LA GÉNÉRALISATION DE LA PROTECTION SOCIALE

Les chantiers de la généralisation de la protection sociale vont bon train. Environ un million de familles, soit l'équivalent de 3,5 millions de Marocains, répondant au seuil d'éligibilité requis bénéficieront, à compter du 28 décembre dernier, de la première tranche de l'aide sociale directe. Notant que le montant minimum d'aide pour chaque famille, quelle qu'en soit la composition, s'élève à 500 dirhams et peut atteindre plus de 1 000 dirhams mensuellement, en tenant compte de la composition de chaque famille, et particulièrement le nombre d'enfants.

RETRO 2023

ARRÊTER LE GÉNOCIDE EN COURS EN PALESTINE

Des Palestinien·nes meurent à Gaza, chaque jour, chaque heure. Leurs conditions de vie deviennent jour après jour, inexorablement, celles d'une population

dont l'élimination est programmée. L'appel de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) à la communauté internationale est sans réponse.



magazine **Libre Entreprise**

1^{er} MAGAZINE DÉDIÉ AUX PME-TPE

Directeur de publication Mohamed Mounjil



8 ans

au service de
l'info intelligente

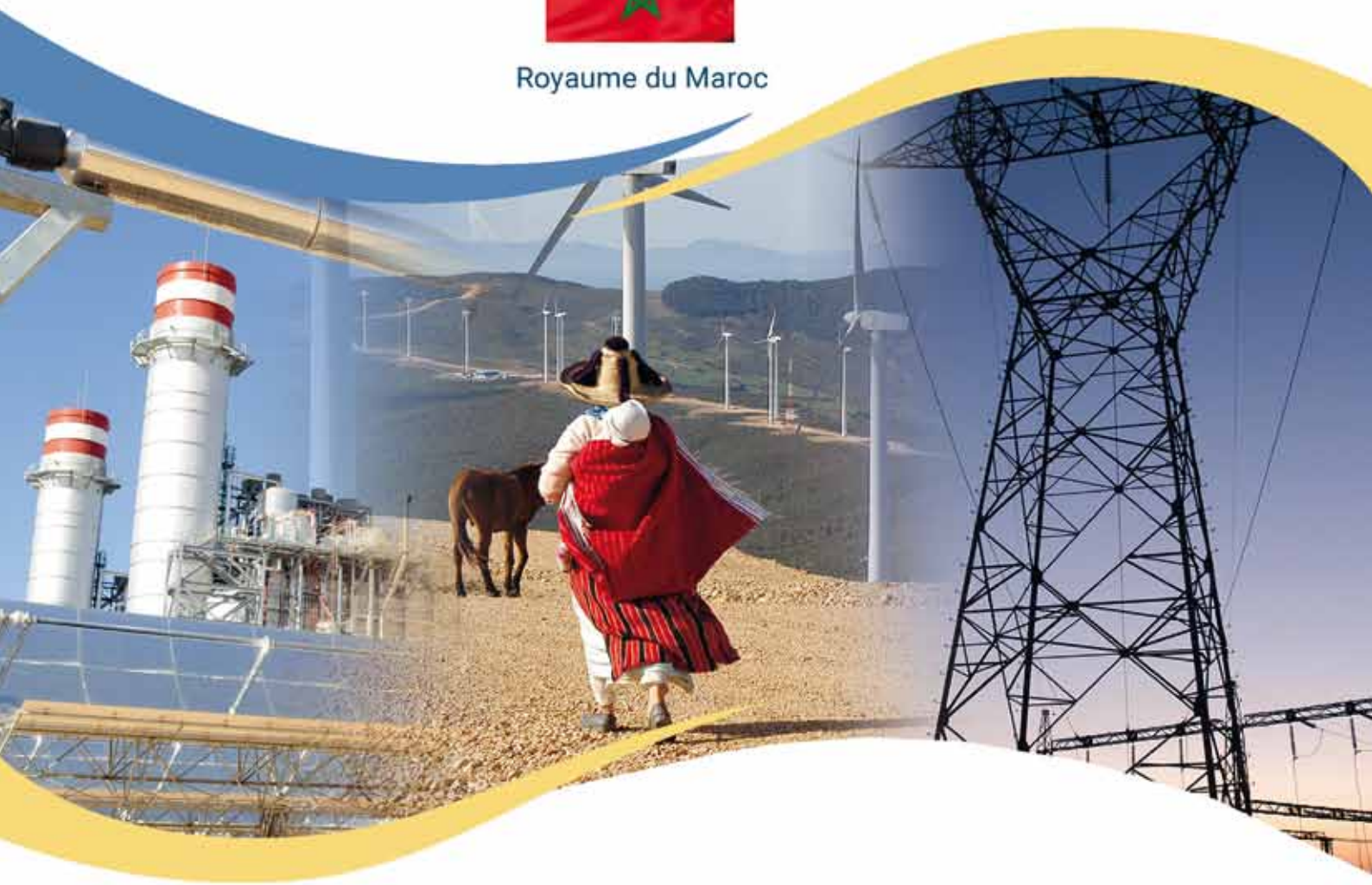


www.librentreprise.ma





Royaume du Maroc



ONEE

Toujours mobilisés pour
accompagner le développement
de notre pays

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

www.one.ma